



L'ESPACE EUROPEEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE EN DEVENIR

Prof. LUC WEBER

3^{emes} RENCONTRES DE L'IST
LUXEMBOURG, 27 JUIN 2003



PLAN

- n L'accélération du changement
- n Caractéristiques de l'enseignement supérieur et de la recherche européens
- n L'espace européen de l'enseignement supérieur
- n L'espace européen de la recherche
- n Accréditation et promotion de la qualité
- n La restructuration du secteur
- n Gouvernance et management
- n Finances et accès
- n GATS
- n Autres objets
- n Conclusion



L'ACCELERATION DU CHANGEMENT

n A l'échelle planétaire et de l'Europe

n Les faits:

- n La mondialisation (phénomène politique, social et économique)
- n Les progrès scientifiques et technologiques

n Les conséquences: augmentation de ...

- n La concurrence
- n L'incertitude
- n La mobilité des personnes, des biens et services, ainsi que du capital
- n De plus, la connaissance (capital intellectuel) remplace le capital physique et financier (devient un facteur de production)



L'ACCELERATION DU CHANGEMENT (2)

- n A l'échelle de l'enseignement supérieur et de la recherche européens (ESRE):
 - n Les événements (forte accélération depuis 4-5 ans):
 - n 1998: Déclaration de la Sorbonne
 - n 1999: Déclaration de Bologne (Espace européen de l'enseignement supérieur)
 - n 2002: Conseil des Ministres de l'Union européenne à Lisbonne: (Espace européen de la recherche)
 - n Les associations universitaires deviennent proactives!
 - n Nota. création de l'Association européenne de l'Université (EUA) en 2001
 - n Rôle important de l'ESIB
 - n Conséquences multiples



CARACTERISTIQUES DE L'ESRE

- n L'Europe politique: 45 Etats (CdE) avec tout ce que cela implique en matière de diversité
- n L'Europe universitaire
 - n Nombre d'institutions
 - n 1000, presque exclusivement publiques
 - n Pays en transition: création de > 1000 universités privées
 - n Types d'institutions:
 - n De 100 à > 100'000 étudiants
 - n Systèmes binaires et intégrés
 - n La plupart des institutions prétendent faire de la recherche
 - n Déséquilibre régional (recherche est faite dans le cadran Nord-Ouest de la Grande Europe)



L'ESPACE EUROPEEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- n Le « processus » de Bologne
 - n Lancé en 1998 à Paris par 4 pays (F, UK, D et I)
 - n Confirmé en 1999 par la Déclaration de Bologne (29 pays)
 - n Suivi avec des Conférences ministérielles à Prague (2001) et Berlin (septembre 2003)
- n Buts:
 - n Créer un espace européen de l'enseignement supérieur sans frontière pour favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants (beaucoup plus ambitieux que *Socrates* et *Erasmus*)
 - n Créer un système transparent facile à comprendre pour les non européens



L'ESPACE EUROPEEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (2)

n Moyens:

- n Créer un système transparent basé sur des BA (1^{er} cycle) et MA (2^e cycle), voire Doctorat
 - n BA, formation générale préparant à entrer dans un emploi (180-240 ECT)
 - n MA, spécialisation ou interdisciplinaire, académique ou professionnel (60-120 ECT, total des deux: 300 ECTS)
- n Introduction généralisée d'un système d'accumulation de crédits (ECTS+)
- n Recours accru à la Convention de reconnaissance des diplômes (UNESCO-CdE)
- n Généralisation des « suppléments de diplôme »



L'ESPACE EUROPEEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (3)

- n Difficultés de mise en œuvre:
 - n Processus très décentralisé dans plus de 30 pays et 1000 établissements autonomes
 - n Pas de « chef de file »
 - n Chaque université (et souvent faculté) met en œuvre le système selon sa propre interprétation
 - n La plupart des universités n'ont pas réalisé que c'était une opportunité fantastique pour revoir la pédagogie: passage de l'enseignement à l'apprentissage



L'ESPACE EUROPEEN DE LA RECHERCHE

- n Décision du Conseil des Ministres de l'UE en 2001 à Lisbonne: rattraper les USA en matière de recherche d'ici à 2010
- n Moyens:
 - n créer un espace de la recherche sans frontière
 - n Rapprocher les programmes de recherche européens et nationaux
 - n Améliorer les programmes cadre; 6^e programme-cadre
 - n Réseaux d'excellence
 - n Projets intégrés



L'ESPACE EUROPEEN DE LA RECHERCHE (2)

- n Autres mesures (mesures d'accompagnement)
 - n Augmenter l'effort européen en matière de recherche (vers 3% du PIB, grâce surtout à un effort privé)
 - n Trouver de nouveaux moyens pour financer la recherche
 - n Réduire les barrières administratives à la mobilité des chercheurs
 - n Promouvoir le transfert de connaissances (patente européenne?)
 - n Clarifier les droits de propriété intellectuelle?
 - n Etablir une chartre de bonne collaboration université-industrie



L'ESPACE EUROPEEN DE LA RECHERCHE (3)

n Difficultés:

- n Paradoxe européen: le niveau de la recherche fondamentale est excellent, mais pas le transfert
- n Le soutien de l'UE à la recherche:
 - n Seulement 5% de la recherche totale
 - n N'attire pas de nombreux bons chercheurs
 - n Est bureaucratique et souvent peu transparent
- n Proposition récente: créer un Conseil Européen de la recherche



ACCREDITATION ET PROMOTION DE LA QUALITE

- n La qualité de l'ESR est devenue une préoccupation prioritaire, parce que
 - n Le monde est devenu plus compétitif
 - n Le processus de Bologne implique la reconnaissance des institutions de provenance des étudiants
 - n On attend des universités qu'elles répondent plus aux besoins de la société
 - n Le système est en permanence sous-financé
- n En conséquence, les universités sont appelées à être plus efficaces et plus équitables



ACCREDITATION ET PROMOTION DE LA QUALITE (2)

- n La problématique de la qualité des Universités est complexe:
 - n Les Universités:
 - n doivent non seulement « être à l'écoute », mais aussi « responsables »
 - n servent au mieux leur communauté si elles sont autonomes par rapport à l'Etat et l'économie
 - n peuvent aussi être faibles ou léthargiques
 - n Les sponsors sont donc en droit de demander
 - n Que les universités soient « redevable » et transparentes
 - n Qu'elles garantissent un niveau de qualité minimum
 - n Qu'elles fassent un effort permanent pour améliorer leur qualité



ACCREDITATION ET PROMOTION DE LA QUALITE (3)

- n Objets des processus qualité
 - n Le minimum acceptable (accréditation)
 - n Le niveau de qualité, dans un but de comparaison (classification)
 - n La promotion de la qualité
 - n La mesure de la performance
- n Limites des démarches qualité
 - n Coût
 - n Intensif en travail
 - n Utilisation des résultats
 - n La mesure de la performance est difficile



ACCREDITATION ET PROMOTION DE LA QUALITE (4)

- n Les principes proposés par l'EUA

- n Les démarches qualité devraient

- n Respecter l'autonomie des établissements
 - n Faire confiance
 - n Respecter le principe de subsidiarité
 - n Eviter la bureaucratie

- n En conséquence

- n Les établissements sont responsables d'évaluer eux-mêmes leurs activités d'enseignement et de recherche
 - n Des agences extérieures doivent évaluer les démarches qualité des établissements
 - n Ces agences doivent elles-mêmes se soumettre à une évaluation
 - n Un organisme devrait fixer les critères pour éviter l'anarchie actuelle



LA (RE)STRUCTURATION DU SECTEUR

- n Les transformations en cours exigent:
 - n Une restructuration du secteur à l'échelle européenne et nationale (trop grand nombre d'établissements qui font la même chose, et souvent médiocrement). La division des tâches porte surtout:
 - n Formation académique ou professionnelle?
 - n Etablissement intensif en recherche (MA et doctorat) ou privilégiant l'enseignement (surtout BA)?
 - n Un repositionnement des établissements: ils doivent plus se spécialiser pour augmenter la taille de ce qu'ils font bien et diminuer celle de ce qu'ils font moins bien, voire rechercher des niches



LA (RE)STRUCTURATION DU SECTEUR(2)

- n Ce processus de restructuration se concrétise dans:
 - n Des fusions entre institutions
 - n Des mouvements au niveau des facultés ou départements (fermetures, transferts dans d'autres institutions, échanges avec d'autres institutions)
 - n La création de réseaux organisés cherchant à atteindre ensemble la masse critique



GOVERNANCE ET MANAGEMENT

- n La gouvernance des établissements devient une préoccupation majeure
 - n Raisons
 - n La transformation rapide de l'environnement
 - n Le manque de ressources
 - n Les pressions politiques pour plus de « redevabilité »
 - n Les points chauds
 - n Les mécanismes de contrôle et d'influence des gouvernements
 - n Les restrictions de l'autonomie
 - n La création de conseils d'administration
 - n Simplification des procédures de décision, tout en garantissant l'écoute (la participation) des « parties prenantes » (sans tomber dans une fausse démocratie)



GOUVERNANCE ET MANAGEMENT (2)

- n La professionnalisation du management est devenue une obligation
 - n Les activités sont de plus en plus complexes
 - n Les ressources humaines sont si coûteuses qu'elles doivent être appuyées (servies) sans lourdeurs bureaucratiques
 - n Le management exige une vision à long terme
 - n Le management exige l'utilisation d'outils spécifiques
 - n Les leaders ne peuvent plus être seulement des scientifiques de classe; ils doivent aussi être des managers

- n Un fait reconnu: l'enseignement supérieur est sous-doté financièrement
 - n Le financement public par tête a stagné ou baissé; il est en concurrence avec les autres ordres d'enseignement et les tâches sociales de l'Etat
 - n Les autres sources de financement (droits de scolarité, contrats, donations) ont augmenté, mais seulement modestement
- n Augmenter le financement devrait être une priorité des responsables d'établissements et d'associations



FINANCES ET ACCES (2)

- n Encore une forte résistance contre les droits de scolarité
 - n Deux confusions:
 - n ESR n'est pas un « bien public », mais (tout au plus) une « responsabilité publique »
 - n La gratuité n'est pas un but en soi mais un des moyens possibles pour éviter des barrières à l'entrée; de plus, elle ne suffit pas à attirer les étudiants des milieux modestes
 - n Deux conséquences négligées
 - n Les droits de scolarité contribuent à une meilleure allocation des ressources (des côtés de l'offre et de la demande)
 - n La gratuité a un impact régressif sur la distribution des revenus
- n Une crainte fondée: l'introduction de droits de scolarité ne doit pas servir de prétexte à l'Etat pour réduire son financement!

- n Le monde universitaire occidental est préoccupé par le fait que l'éducation supérieure fait partie des nouvelles négociations sur la libéralisation du commerce.
- n Formes d'éducation transnationales:
 - n Etudes à l'étranger
 - n Mobilité des enseignants
 - n Offre au-delà des frontières par l'éducation à distance
 - n Présence commerciale (succursales, franchises)



GATS (2)

- n Prise de position des universités
 - n ESR est une responsabilité publique
 - n Tous les établissements doivent être reconnus et prêter attention à la qualité
 - n Le droit à l'accès à l'enseignement supérieur doit être garanti pour tout étudiant qui en a les capacités
 - n Le financement public des universités doit être garanti et l'Etat ne doit pas être forcé de subventionner des universités privées



AUTRES OBJETS

- n La relève du corps enseignant
- n L'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement
- n Le positionnement des établissements face à la formation tout au long de la vie
- n La qualité et l'adéquation de la formation secondaire
- n Les responsabilités des universités à l'égard de leur communauté
- n La position des mouvements syndicaux face à la nécessité d'adapter les universités
- n L'emprise du « politiquement correct »



CONCLUSION

- n Le monde universitaire est, comme un superpétrolier: très lent dans les manoeuvres
- n Toutefois, la globalisation et les impulsions reçues il y a quelques années l'ont mis en mouvement, à tel point qu'il va profondément se transformer dans les 10 années qui viennent
- n Considérant que les influences extérieures se concrétiseront surtout par une concurrence accrue, les établissements et les nations doivent non seulement agir, mais agir juste, pour entre dans un « cercle vertueux » quels que soient les objectifs qu'ils se soient donnés
- n Quel changement pour un secteur traditionnellement si conservateur!



REFERENCES

- n Berlin Summit 2003, <http://www.bologna-berlin2003.de/en/basic/index.htm> (checked 8 May 2003)
- n Bologna declaration, 1999, http://www.bologna-berlin2003.de/pdf/bologna_declaration.pdf (checked 8 May 2003)
- n Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: *Towards a European research area* - COM (2000)6 - 18 January 2000, http://europa.eu.int/eur-lex/en/com/cnc/2000/com2000_0006en01.pdf (checked 8 May 2003)
- n Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, *Making a reality of The European Research Area: Guidelines for EU research activities (2002-2006)* - COM (2000) 612, 4 October 2000, http://europa.eu.int/eur-lex/en/com/cnc/2000/com2000_0612en01.pdf (checked 8 May 2003)
- n Council of Europe/UNESCO, 1997, *Convention on the recognition of qualifications concerning higher education in the European Region*, <http://conventions.coe.int/Treaty/EN/cadreprincipal.htm> (checked 8 May 2003)
- n Council of Europe Cultural convention (2003), http://www.coe.int/T/E/Communication_and_Research/Contacts_with_the_public/About_Council_of_Europe/CoE_Map_&_Members/ (checked 8 May 2003)
- n Diploma supplement, 2003, <http://europa.eu.int/comm/education/recognition/diploma.html>
- n ECTS, 2003, <http://europa.eu.int/comm/education/socrates/ects.html> (checked 8 May 2003)
- n Council of Head of States of countries member of the European Union, 2000, http://europa.eu.int/comm/lisbon_strategy/pdf/79_en.pdf (checked 8 May 2003)
- n European Commission, 2002, *More Research for Europe, Towards 3% of GDP (2002)*, http://europa.eu.int/comm/research/era/pdf/com3percent_en.pdf (checked 8 May 2003)

REFERENCES (2)

- n European Communication (2002) *Investing efficiently in education and training: an imperative for Europe*, Com 779, http://europa.eu.int/eur-lex/en/com/cnc/2002/com2002_0779en01.pdf (checked 8 May 2003)
- n European Commission, 2003, *Communication Investing in research : an action plan for Europe*, <http://europa.eu.int/comm/research/era/3pct/pdf/action-plan.pdf> (checked 8 May 2003)
- n European Union, 2002, *Sixth Framework program 2002-2006*, http://europa.eu.int/comm/research/fp6/index_en.html (checked 8 May 2003)
- n European University Association, 2001, <http://www.unige.ch/eua/>
- n European University Association, 2003, http://www.unige.ch/eua/php/include/service/6/public/main.php3?interface_id=10&catid=1&newsid=97&state= (checked 8 May 2003)
- n Grin, Harayama and Weber, 2001, "Responsiveness, Responsibility and Accountability in Swiss University Governance", in (pp. 55-101) A. Arimoto (ed), *University Reforms and Academic Governance, RIHE International Publication Series No. 7*
- n Higher Education Founding Council for England, 2003, *Strategic plan 2003-2008*, http://www.hefce.ac.uk/pubs/hefce/2003/03_12.asp (checked 8 May 2003)
- n Prague Communiqué, 2001, http://www.bologna-berlin2003.de/pdf/Prague_communicuTheta.pdf (checked 8 May 2003)
- n Socrates, 2003, <http://europa.eu.int/comm/education/socrates.html> (checked 8 May 2003)
- n Sorbonne Declaration, 1998, http://www.bologna-berlin2003.de/pdf/Sorbonne_declaration.pdf (checked 8 May 2003)
- n Weber, L. E., (2001), "Critical University Decisions and their Appropriate Makers: Some Lessons from the Economic Theory of Federalism", in (pp. 79-93) Hirsch & Weber (eds), *Governance in Higher Education, The University in a State of Flux*, Economica, Paris